

YÉMEN

Le HCR «préoccupé» par l'insécurité dans le nord du pays

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit hier «préoccupé» par la montée de l'insécurité dans la province d'Amran, dans le nord-ouest du Yémen, en raison de la poursuite des combats entre l'armée gouvernementale et des insurgés, appelant le gouvernement de Sanaâ à suspendre l'envoi de déplacés dans cette région.

Lors d'une conférence de presse, le porte-parole du HCR, Andrej Mahecic, a déclaré que la situation de la sécurité autour du camp de Khaiwan, à Amran, «nous préoccupe sérieusement».

«Il y a eu plusieurs tirs depuis trois jours dans les environs de ce camp qui ont empêché le personnel

de se rendre sur place», a expliqué M. Mahecic.

En raison de l'insécurité dans cette province, le HCR a demandé aux autorités yéménites de «suspendre le développement du site et de ne pas y envoyer de nouveaux déplacés», a précisé le porte-parole, estimant que le camp n'était plus «sûr».



55 000 personnes vivent dans des conditions déplorables.

Depuis des semaines, et des insurgés dans le nord du Yémen ont aug-

menté le nombre des déplacés des précédents affrontements qui ont commencé en 2004 à 150 000 environ. Ces affrontements rendent difficile l'accès des humanitaires à de nombreux déplacés, notamment dans les zones de combat dans et autour de la ville de Saâda, bastion des insurgés, dans le nord de la capitale Sanaâ.

Par ailleurs, un premier convoi transportant de l'aide pour 2 000 déplacés a réussi à passer dimanche la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite, et ce après avoir été «empêché en raison de problèmes de

procédures». Le Haut-Commissariat de l'ONU espère pouvoir envoyer un deuxième convoi, sans toutefois savoir à quel moment, a indiqué le porte-parole.

Depuis le début des affrontements en 2004, quelque 150 000 personnes ont été déplacées dans le nord du Yémen, dont 55 000 depuis le 11 août, date de la reprise des violences, selon l'ONU.

L'armée yéménite est engagée depuis le 11 août dans une vaste opération destinée à éliminer la «rébellion zaïdite» dans le nord du pays.

MAROC

Des ONG exigent plus de sévérité contre les auteurs de maltraitance d'enfants

Plusieurs ONG marocaines ont appelé hier à des sanctions plus sévères dans les affaires de maltraitance de petites filles employées comme bonnes au Maroc, au lendemain de la condamnation de l'épouse d'un notable pour violences sur une enfant de 11 ans.

Lundi, cette femme a été condamnée à 3 ans et demi de prison et 100 000

dirhams d'amende (environ 8 500 euros) par le tribunal de première instance d'Oujda (nord-est) pour des brutalités commises sur sa «petite bonne», Zineb Chetite.

L'affaire a suscité beaucoup d'émotion au Maroc et le verdict était très attendu.

«Nous demandons au gouvernement de réglementer le travail des enfants de moins de 15

ans», a déclaré à l'AFP Khalid Cherkaoui Semmouni, président du Centre marocain des droits de l'homme (CMDH/indépendant). «Les services sociaux doivent contrôler les lieux où travaillent des mineurs comme les «petites bonnes», a expliqué M. Cherkaoui. «Nous espérons que la justice va être plus sévère en appel car nous pensons que les sévices subis par la petite

filles sont gravissimes.»

«Cette sentence ne reflète pas l'ampleur des atrocités commises, puisque la petite fille a été séquestrée dans une cave», a renchéri Najia Adib, présidente de l'association «Touche pas à mes enfants». «Nous allons interjeter appel, car nous considérons que l'enfance de la victime a été volée», a-t-elle dit à l'AFP.

En septembre, trois

ONG marocaines avaient appelé le gouvernement à instaurer un cadre juridique sanctionnant sévèrement le travail de fillettes de moins de 15 ans employées comme domestiques.

Selon des sources associatives, il y en aurait entre 60 000 et 80 000 au Maroc. Zineb Chetite a été hospitalisée le 20 août après avoir été brûlée à l'huile bouillante et au fer

rouge. Elle avait en outre subi des agressions sur ses parties intimes. La fillette a également subi des coups de bâton et sa tête a été rasée, selon une source médicale.

Les ONG avaient également demandé au ministre de la Justice Abdelwahed Radi de «veiller à un procès impartial et approfondi afin que les bourreaux de la petite Zineb soient sévèrement punis».

ESPAGNE

Le gouvernement prévoit une nouvelle hausse du chômage en octobre

Le ministre espagnol du Travail et de l'Immigration, Celestino Corbacho, a prévu hier une nouvelle hausse du chômage durant le mois d'octobre, sans pour autant avancer des chiffres précis.

«Les mois de septembre, octobre et novembre sont traditionnellement négatifs en termes de destruction d'emploi», a expliqué le ministre à une chaîne de télévision espagnole.

Il a souligné qu'entre 2001 et 2007, une période marquée par la croissance économique, le chômage avait augmenté au mois d'octobre d'une moyenne de 41 000 personnes et, par

conséquent, il ne sera pas différé pour le même mois en 2009.

Cependant, il s'est dit confiant dans le sens où les chiffres du chômage du mois d'octobre en cours seront inférieurs à ceux enregistrés pour le même mois de 2008, avec 192 658 personnes sans emploi.

Le ministre espagnol, qui n'a

pas écarté l'idée d'«adapter et de réformer» le marché du travail en Espagne à l'avenir, a précisé que la nécessité de mener des réformes devra être comprise «dans le sens le plus large», c'est-à-dire «ne pas penser que la crise économique se règle avec l'approbation d'un contrat».

En septembre dernier,

l'Espagne a enregistré 80 367 nouveaux chômeurs, soit un total de près de 3,71 millions de personnes sans emploi.

L'Union européenne situe le taux de chômage dans ce pays en pleine récession économique à 18,9 % au mois d'août, soit le double de la moyenne européenne (9,1 %).

AFGHANISTAN

Karzaï défend son élection

L'élection présidentielle du 20 août dernier en Afghanistan était «juste», a souligné hier le président afghan sortant Hamid Karzaï, en reconnaissant toutefois que des «irrégularités» et des «fraudes» avaient entaché ce scrutin.

Lors d'une interview diffusée hier par des médias américains, M. Karzaï a affirmé qu'il y avait eu «des irrégularités» lors du scrutin présidentiel en Afghanistan et qu'il devait «sans doute» y avoir

«des fraudes» également. Malgré ces faits, «l'élection était juste et mérite des louanges. Pas le mépris, témoigné par la presse internationale», a-t-il poursuivi.

Hamid Karzaï a tenu ces propos après que le représentant spécial de l'ONU en Afghanistan, Kai Eide, eut fait état dimanche de «fraudes considérables» lors de la présidentielle afghane, notamment dans un certain nombre de bureaux de vote dans le sud et le sud-est du pays. Selon des résultats préliminaires du scrutin, le président sortant

Karzaï a recueilli 54,6 % des suffrages, contre moins de 28 % pour son principal rival Abdallah Abdallah, ancien chef de la diplomatie.

Mais l'examen des urnes «suspectes» et leur éventuelle invalidation pourraient faire passer le chef de l'Etat sous la barre des 50 %, ce qui le contraindrait à un second tour.

Lundi, les autorités électorales afghanes ont fait savoir que les résultats officiels du scrutin présidentiel seraient annoncés probablement d'ici la fin de la semaine.

DÉFENSE

La Russie déploiera un nouveau missile balistique en décembre

Le commandant de la Force des missiles stratégiques russe, Andre Chvaïtchenko, a annoncé hier le déploiement, en décembre prochain, du nouveau missile balistique intercontinental ogives multiples «RS-24». Selon ce responsable militaire, cité par les médias, la Force des missiles stratégiques avait prévu d'effectuer «cinq tirs d'essai de ce type de missile d'ici la fin de l'année».

Les missiles RS-24, et Topol-M constitueront les piliers des armes stratégiques russes, avec une part non inférieure à 80 % de son arsenal d'ici fin 2016, selon la même source.